FAIRE SOCIÉTÉ Ensemble

FEV 2024

Numéro 41

Participation Citoyenne et Associative, Arts & Interculturalités

CLAE ASBL reconnue d'utilité publique

26 rue de Gasperich, L-1617 Luxembourg
T(+352) 29 86 86-1 - info@clae.lu - www.clae.lu

ENTRETIEN ASSOCIATIF

La lutte pour la reconnaissance des droits humains est de la responsabilité de chacun

Coopération Nord-Sud a été fondée en 2011 pour se consacrer à des projets de coopération au développement, notamment en matière d'éducation et de formation. En 2015, l'association a reçu l'agrément du Ministère des Affaires Etrangères du Luxembourg en tant qu'ONG partenaire de la Coopération Luxembourgeoise. Nous avons rencontré Coumba Fall, présidente, Simona Palladino, chargée de projets et Roberto Marta, fondateur de l'ONG.

Quelles ont été les motivations à l'origine de votre ONG ?
La motivation des fondateurs de l'association était de lutter contre l'injustice sociale, au Luxembourg et dans les pays d'Afrique subsaharienne, notamment dans les zones rurales et les bidonvilles.

Quelle est plus précisément votre approche ?
Au départ, nous nous sommes concentrés sur l'éducation, la scolarisation, car il nous a semblé que la marginalisation était la conséquence d'un défaut de scolarisation, d'un manque de connaissance des droits et des aides qui existent. Dans les pays du Sud, il y a un grand problème d'alphabétisation. Si tu ne sais ni lire, ni écrire, tu ne peux pas te défendre et revendiquer tes droits, notamment ceux liés à l'éducation et la santé. La base est l'accès à l'alphabétisation. Investir le champ de la formation professionnelle est ensuite venu naturellement dans la continuité de notre action. Au Kenya, nous avons travaillé avec des jeunes qui vivaient dans la rue ; leur proposer des projets professionnels les éloignait de la drogue et leur évitait de retourner à la rue. Nous avons été amenés à nous intéresser également aux problèmes d'hygiène, de santé, notamment chez les femmes et les jeunes filles.

Vous parlez de coopération plutôt que d'aide au développement…
Notre approche n'est effectivement pas l'aide au développement telle qu'elle est traditionnellement pratiquée. Donner uniquement de l'argent ne change pas la situation, mais crée beaucoup de dépendance. Nous établissons un partenariat avec les populations. Ils sont les premiers acteurs du projet que nous mettons en place ensemble.

SUITE PAGE EN VIS-À-VIS

SUITE ENTRETIEN ASSOCIATIF

Vous développez des projets principalement en Ouganda et en Tanzanie. Pouvez-vous nous parler de l'un d'eux ?
Si nous devons choisir un projet, parlons de celui que nous menons avec le *Matany Hospital*, car c'est celui sur lequel nous avons le plus de recul. Le *Matany Hospital* est un hopital construit par des missionnaires, au milieu de nulle part, en Ouganda, à la frontière avec le Kenya. Notre projet a consisté à mettre en place des visites de proximité afin d'apporter des soins aux populations des villages à l'intérieur des terres. L'équipe du Matany Hospital s'y rend régulièrement en ambulance. Trois types de soins sont offerts : des consultations gynécologiques, des vaccinations d'enfants et des soins généraux. Dans les villages, nous avons également contribué à la formation des *village health team workers* chargés du suivi médical auprès des patients. En deux ans, nous avons vu le taux de mortalité chez les enfants et les mamans chuter considérablement.

Il est aussi important de souligner que nous avons contribué à la formation de sage-femmes et d'infirmières dans cet hôpital.

Cette région est touchée par la famine. Pour leur venir en aide, nous avons mis en place des champs communautaires dans six villages. Ce sont les femmes qui les exploitent car elles constituent, avec les enfants, la frange de la population la plus marginalisée. Il est essentiel qu'elles puissent être autonomes. Sur ces terres, elles ont cultivé des céréales, des légumes pour la communauté et pour la vente. Elles nous ont sollicités pour des cours d'alphabétisation. Elles souhaitaient également apprendre à gérer leur argent. Le but de tous nos projets est qu'ils puissent continuer, évoluer sans nous.

Vous développez également des actions au Luxembourg et notamment auprès des jeunes, des actions que vous qualifiez d'Education à la citoyenneté mondiale. Pouvez-vous expliquer ?
Nous intervenons dans de nombreux lycées au Luxembourg pour sensibiliser les étudiants aux injustices qui existent dans le monde et comment nous pouvons tous être des citoyens actifs. Nous leur parlons de nos projets, de ce que nous faisons au Sud, mais aussi au Luxembourg. C'est important qu'ils puissent comprendre que la lutte pour la reconnaissance des droits humains est de la responsabilité de chacun d'entre nous. Cette sensibilisation est importante, car le futur est entre leurs mains. Et je sais qu'à travers eux, ce sont aussi les parents, la famille, les amis que nous touchons.

Vous venez de démarrer en janvier de cette année un projet d'accompagnement professionnel personnalisé pour les demandeurs et bénéficiaires de protection internationale au Luxembourg (APES). Comment est né ce projet ?
Nous avions un premier projet dans les structures d'accueil pour demandeurs et bénéficiaires de protection internationale qui portait sur le bien-être. Très vite, nous nous sommes aperçus que la chose la plus importante était que ces personnes puissent trouver leur place dans la société à travers un travail. C'est ainsi qu'est né ce projet d'accompagnement professionnel.

En quoi consiste-t-il ?
Nous parlons de personnes qui avaient un métier dans leur pays d'origine et qui, pour certains, sont un peu perdus au Luxembourg. L'accompagnement que nous proposons est de leur permettre de trouver un chemin, car le travail touche à la dignité de la personne. Qui n'a pas la possibilité de travailler, de se rendre utile, d'avoir des objectifs, se sent déprimé. La motivation d'apprendre une langue, d'avoir des amis se perd également. C'est être en pause dans sa propre vie.

Notre intention est de définir avec la personne un projet professionnel réaliste. Pour cela, nous menons des entretiens pour comprendre ses attentes, ses compétences et voir ensuite les possibilités. Parfois, il est nécessaire de définir un projet à moyen terme, le temps par exemple d'apprendre une langue, tout en ne renonçant pas à d'autres possibles pour le futur. Notre accompagnement vise à les aider à agir, mais aussi à trouver la motivation et à gérer la frustration.

Nous avons le soutien de nombreux partenaires dont le CLAE pour les formations, ainsi qu'un réseau d'entreprises. Nous sommes également en relation avec l'ADEM, l'INL, les offices sociaux. Notre rôle est aussi d'être parfois des médiateurs entre les bénéficiaires de notre projet et les acteurs institutionnels.

Nous cherchons des employeurs au Luxembourg qui soient prêts à offrir aux réfugiés une opportunité de stage et/ou de travail. Nous cherchons également des bénévoles avec une longue expérience professionnelle au Luxembourg qui souhaitent s'investir comme *mentors* dans l'accompagnement des bénéficiaires pour la recherche de travail.

Recueilli par Claudine Scherrer

LÉGENDE PHOTOGRAPHIE
L'équipe et les bénévoles de Coopération Nord-Sud lors de l'organisation de la k-run, l'événement sportif et convivial de l'association qui a lieu chaque année au mois de juin. A gauche, Roberto Marta et Coumba Fall ; en bas au centre, Simona Palladino.

CONTACT
Coopération Nord-Sud asbl
39, rue de Bonnevoie L-1260 Luxembourg
T: +352 621 730 899
info@cns-asbl.org apes@cns-asbl.org
https://fr.cns-asbl.org/